



1949-1952 : les procès staliniens dans

PRÉSENTATION

La terreur, arme d'un appareil parasitaire face au spectre de la révolution

Nicole Bernard

Dès mars 1943, l'impérialisme américain et ses alliés anglais se disposent pour faire face à la défaite de l'Allemagne et du régime d'Hitler. L'impérialisme craint que, comme en 1917-1918, les peuples, décimés par la guerre (1), se révoltent et se dressent contre ceux qui les ont conduits à la boucherie. Face au spectre de la révolution, le président américain Roosevelt se propose d'élaborer « un plan, de concert avec les Britanniques, qui serait ensuite discuté entre les Russes et nous ».

LE PACTE ROOSEVELT-CHURCHILL-STALINE

Ce plan est contenu dans la « déclaration sur l'Europe libérée » adoptée en février 1945 à Yalta par Roosevelt, Churchill et Staline : « Les trois gouvernements prêteront conjointement leur aide aux peuples des Etats libérés d'Europe ou des anciens satellites de l'Axe, chaque fois qu'il sera nécessaire d'assurer la paix intérieure du pays. » « Assurer la paix intérieure » ? Qu'est

ce sinon empêcher la révolution ? (2) Une chose est de vouloir, autre chose est de pouvoir.

Il suffit d'évoquer le plan américain de constitution d'un état rassemblant la Belgique, les Pays Bas et les départements du nord de la France. Plan que les développements de la situation en France à partir de juillet 1944 ont incité Roosevelt à abandonner ! Staline qui, en URSS, a expulsé les soviets du pouvoir, voulait respecter l'accord avec Roosevelt et Churchill qui lui garantissait, pensait-il, la paix sociale dans ce qu'on appellera les « démocraties populaires » (les pays de l'est de l'Europe placés sous la tutelle de l'URSS selon les accords de Yalta et de Potsdam). Mais sa nature d'appareil parasitaire, s'il ne garantit nullement la défense des conquêtes sociales, est incompatible avec la propriété bourgeoise dont les représentants avaient, dans certains pays, collaboré avec Hitler.

L'ANALYSE DE TROTSKY

Trotsky explique, dans *La Révolution trahie* : « La bureaucratie n'a pas créé de base sociale à sa domination, sous

la forme de conditions particulières de propriété. Elle est obligée de défendre la propriété d'Etat, source de son pouvoir et de ses revenus. »

Analysant les conséquences possibles du pacte germano-soviétique (août 1939) dans les territoires occupés par l'URSS, Trotsky avait expliqué, dans *Défense du marxisme* : « Supposons que, conformément au pacte conclu avec Hitler, le gouvernement de Moscou conserve intacts les droits de la propriété privée dans les territoires occupés et se borne au contrôle sur le modèle fasciste ». Selon Trotsky, une telle éventualité amènerait à modifier complètement l'analyse de la bureaucratie et de l'URSS.

« Il est plus vraisemblable, cependant, que dans les territoires qui doivent être incorporés à l'URSS, le gouvernement de Moscou procédera à l'expropriation des grands propriétaires et à l'étatisation des moyens de production. Cette orientation est plus probable non parce que la bureaucratie reste fidèle au modèle socialiste mais parce qu'elle ne veut ni ne peut partager le pouvoir et les privilèges qui en découlent avec les anciennes classes dirigeantes. »

Et pour se faire comprendre, Trotsky prend l'exemple de la Révolution française. « Le premier Bonaparte arrêta la révolution avec la dictature militaire. Toutefois, lorsque les troupes françaises envahirent la Pologne, Napoléon signa un décret stipulant : "Le servage est aboli". Cette mesure n'était dictée ni par les sympathies de Napoléon pour les paysans ni pour des principes démocratiques mais par le fait que la dictature bonapartiste s'appuyait sur

les rapports de propriété bourgeois et non féodaux. »

L'histoire des démocraties populaires a totalement vérifié cette analyse. Coïncée entre la pression de l'impérialisme américain qui, pendant que Staline cherche l'union nationale, s'engage dans une campagne hystérique contre le communisme et la pression des masses qui cherche à utiliser l'affaiblissement des classes dominantes pour exiger leurs revendications sociales et démocratiques, la bureaucratie a recours à la terreur qui lui a servi en Union soviétique.

En Yougoslavie et en Albanie, les armées de partisans où les militants communistes combattent, ont libéré le pays des troupes allemandes sans attendre l'armée rouge. Le parti communiste yougoslave de Tito a refusé l'union nationale avec la monarchie (union nationale que Churchill

imposera en Grèce au prix d'une guerre sanglante contre les paysans et les ouvriers). En Pologne, les masses qui ont subi l'occupation nazie veulent en découdre et ne se reconnaissent pas dans les partis bourgeois avec lesquels Staline et ses lieutenants entendent gouverner. C'est dans ce contexte que vont se tenir des procès sanglants en Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie.

Ce dossier est rédigé à partir des documents publiés dans le n° 140 des *Cahiers du Cermtri*.

(1) Le nombre de victimes et six à huit fois plus élevé qu'en 1914-1918

(2) C'est ainsi que l'insurrection du ghetto de Varsovie sera écrasée par les troupes allemandes alors que l'armée rouge campe à quelques kilomètres.

Chronologie des procès

● **22 au 27 septembre 1947**
Conférence du Kominform (1). A l'ordre du jour : la conquête du pouvoir dans les démocraties populaires. La perspective s'accompagne, comme à chaque fois d'une campagne d'épuration dans les partis concernés.

● **Septembre 1948**
Wladislaw Gomułka, secrétaire général du Parti ouvrier polonais est limogé pour « nationalisme ». Il est emprisonné. 300 000 adhérents du Parti sont « épurés » et ce qui reste fusionne avec le parti socialiste pour constituer le Parti ouvrier Unifié Polonais (POUP).

● **16 septembre 1949**
Laszlo Rajk, dirigeant du PC Hongrois, ministre de l'intérieur du gouvernement, est jugé avec quatre autres dirigeants communistes hongrois. Rajk est condamné à mort, ses deux camarades à la réclusion à vie. Deux autres, des militaires, sont renvoyés en cour martiale.

● **7 décembre 1949**
Le procès de Traïtcho Kostov, bulgare, premier secrétaire du PC Yougoslave, s'ouvre à Sofia. Traïtcho Kostov, s'étant rétracté après ses « aveux », fut tout de suite pendu. Une lettre fut publiée dans laquelle il regrettait sa rétractation qu'il attribuait à « un amour-propre maladif d'intellectuel ».

● **22 novembre 1952**
S'ouvre à Prague (Tchécoslovaquie) le procès du secrétaire général du PC, Rudolf Slansky et de plusieurs autres responsables et dirigeants.

(1) Réunissant les partis communistes de Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie et les PC de France et d'Italie. Le 28 juin 1948, le Kominform condamnera le dirigeant yougoslave Tito.



Churchill, Roosevelt et Staline lors de la conférence de Yalta, en 1945.

Durant tout l'été, Informations ouvrières reproduit des extraits des Cahiers du Cermtri (1)

Cette revue publie, quatre fois par an, des documents historiques d'intérêt pour le mouvement ouvrier, présentés dans leur contexte. Abonnement annuel : 35 euros (20 euros pour les étudiants).

Chèque à l'ordre du Cermtri, à envoyer à : Cermtri, 3, rue Meissonnier, 93500 Pantin.

(1) Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskyste et révolutionnaires internationaux.

www.cermtri.com

■ Hongrie 1949 La sinistre au procès de Laszlo Rajk

Le président du tribunal va faire « avouer » à Rajk, dirigeant du PC hongrois, qu'il collaborait avec la police française de Pétain. Ce compte rendu est emblématique sur trois points : l'accusation contre les internationalistes qui ont combattu en Espagne entre 1936 et 1939 dans les Brigades internationales ; la référence constante aux « Yougoslaves » ; la référence à Trotsky (comme dans les procès de Moscou de 1936-1937)

Laszlo Rajk : Je suis allé en Espagne, chargé d'une double mission : d'une part, je devais apprendre les noms de ceux qui combattaient dans le bataillon Rakosi (1), d'autre part je devais me livrer à un travail de sape politique pour diminuer la combativité du bataillon Rakosi (...). Je signale que, outre cette activité, je faisais également

de la propagande trotskyste dans le bataillon Rakosi (...).

Le président du tribunal : Après votre départ, le bataillon Rakosi a-t-il continué son activité ?

Laszlo Rajk : Oui, il l'a continuée. Avant que les combats fussent terminés en Espagne, en février 1939, je disais, je m'enfuis d'Espagne. C'est ainsi que je parvins dans le camp d'internement français (2). C'est là qu'échouèrent plus tard et se joignirent à nous, les unités internationales et espagnoles qui battaient en retraite.

Le président : Y avait-il aussi des Yougoslaves là-bas ?

Laszlo Rajk : Je n'ai pas été en relation avec les Yougoslaves en Espagne.

Le président : Et dans le camp d'internement français ?

Laszlo Rajk : Dans les camps d'internement français, à Saint Cyprien, >>>





les « démocraties populaires »

■ Tchécoslovaquie 1952 Le procès Slansky

Le 22 novembre 1952, s'ouvre, à Prague, le procès public de quatorze dirigeants du parti communiste tchécoslovaque dont son secrétaire général, Rudolf Slansky, sous le contrôle permanent de « référents soviétiques ». Ce procès, décidé et fabriqué au jour le jour à Moscou, annonce une purge gigantesque à l'échelle internationale et en URSS même, dont l'antisémitisme sera une dimension...

« L'enquêteur » chargé d'Artur London, un des accusés, hurle un jour : « Vous et votre sale race, nous saurons vous anéantir ! (...) Tout ce que Hitler a fait n'était pas bon mais il a détruit les Juifs et cela, c'est une bonne chose. Trop encore ont échappé aux chambres à gaz. Ce qu'il n'a pas terminé, nous le finirons. C'est à dix mètres sous terre qu'on vous ensevelira, vous et votre sale race. »

Artur London, lui-même ancien combattant dans les Brigades internationales, était vice-ministre tchèque des Affaires étrangères quand il est arrêté en janvier 1951 en même temps que le ministre Klementis.

Paraît, en décembre 1968, son livre, *L'Aveu*, qui déconstruit le procès Slansky et, en particulier, comme son titre l'indique, déconstruit les aveux comme méthode de terreur.

Le réalisateur Costa Gavras va en faire un film en 1970 qui va révéler au grand public la vérité sur les procès staliniens.

Slansky est accusé d'avoir voulu tuer le président de l'Etat tchécoslovaque, Gottwald, en soudoyant son médecin qui, à défaut d'être juif, est franc-maçon. Staline est en train de préparer, en URSS, son « complot des blouses blanches » : six des neuf médecins dénoncés le 13 janvier 1953 sont juifs.



Rudolf Slansky (2^e à gauche) et d'autres dirigeants communistes accusés, lors des procès de Prague. La plupart seront pendus.

Les dernières déclarations des accusés à leur procès éclairent, mieux qu'un long exposé, la vraie nature des procès staliniens.

Slansky : « J'ai entendu le réquisitoire du premier procureur et sa demande de peine. Je sais que le verdict proposé par lui sera un verdict éminemment juste pour tous les crimes abominables que j'ai commis. Je porte la responsabilité principale, la plus lourde, de tous les accusés. »

Il en est ainsi parce que j'ai été à la tête du centre de conspiration et d'espionnage dirigé contre l'Etat, j'ai créé ce centre, j'ai dirigé son activité et j'ai donné à mes complices une ligne qui n'était pas seulement ma ligne personnelle mais qui était, avant tout, la ligne des impérialistes américains que je servais, ligne de trahison et de complot, de sabotages, de diversion et d'espionnage.

Je suis responsable non seulement de mes propres crimes qui sont graves mais aussi de tous les crimes de mes coaccusés car je les ai attirés dans ce centre contre l'Etat. Jamais leur activité n'aurait pu revêtir une telle ampleur sans la protection que je leur assurais grâce à mes hautes fonctions dans le Parti communiste où je m'étais glissé (...).

Je m'affublais du masque de discours titistes sur une voie particulière pour arriver au socialisme mais je préparais la dictature fasciste. Je travaillais à l'aide des sordides méthodes trotskystes, méthodes du double visage, de la tromperie, de l'abus de confiance et en pratiquant l'intrigue.

Vladimir Klementis : « Comme je l'ai indiqué dans mes aveux, je me suis rendu coupable de crimes graves contre les intérêts du peuple tchécoslovaques et, par là, de l'humanité progressiste tout entière. »

Que mon cas serve d'avertissement à quelle fin, à quelle abominable fin mène une appartenance, simplement formelle et sur les registres au parti communiste, jointe au fléchissement, à la trahison de la fidélité due au parti et à l'Union soviétique.

En vertu d'une logique de fer, tout homme qui emprunte cette voie, qui abandonne le clair chemin de la ligne du parti finira, tôt ou tard, par aboutir dans le camp de l'ennemi et, par suite, sur la route des impérialistes, c'est-à-dire du crime.

La charge de mon activité criminelle se trouve aggravée du fait qu'elle s'est déroulée durant des années qui déci-



« L'Aveu », de Costa Gavras, sorti en 1970. Il est tiré du livre d'Artur London, un des accusés des procès de Prague.

dent de la question de savoir si la troisième, la plus horrible guerre mondiale sera déclenchée. C'est pourquoi les impérialistes américains s'efforcent de gagner des positions stratégiques importantes dans le camp de la paix afin de l'affaiblir ainsi, et c'est pour cela que l'activité du centre dirigé contre l'Etat est tellement criminelle. »

Onze des accusés, dont Slansky, sont condamnés à mort. Les trois autres sont condamnés seulement à la prison à vie sans doute pour servir ultérieurement.

Ainsi la femme d'Artur London, accusé du procès Slansky, est la sœur de Fernande Guyot, la femme de Raymond Guyot, membre du bureau politique du PC français qui vient déjà d'être secoué par la condamnation de deux de ses membres, André Marty et Charles Tillon. La mort de Staline va changer la donne. ■

Pour la direction du PCF, le verdict du procès est une « grande victoire de la cause de la paix »

Le 6 décembre 1952, l'hebdomadaire du PCF, *France Nouvelle*, publie un article sur « le verdict de Prague », qualifié de « grande victoire de la cause de la paix » : « C'est, dans le monde capitaliste, parmi les impérialistes, fauteurs de guerre et gendarmes des peuples, et parmi leurs vils laquais, des cris d'imprécation et de rage et des rugissements de haine et de panique. Ces gens-là s'égosillent de colère noire, parce que, à Prague, le tribunal du peuple a, par son juste verdict, mis hors d'état de nuire un odieux ramassis de traîtres, d'espions, de saboteurs de toutes nuances, trotskistes, titistes, sionistes, nationalistes bourgeois, cosmopolites et criminels de guerre, qui, tous unis par la même chaîne d'or, sous le collier du dollar, accomplissaient la même besogne impie des ennemis du peuple. »

mise en scène des « aveux »

>>> à Gurs et au Venet, je me suis trouvé avec les Yougoslaves. Dans les camps d'internement français, il y avait une activité politique trotskyste extraordinairement forte. Les principaux organisateurs et, en même temps, les réalisateurs de cette politique étaient aussi ceux du groupe yougoslave. La plupart de ceux-ci étaient des intellectuels, des petits-bourgeois, des universitaires (...).

Le président : Vous dites que vous poursuiviez une politique trotskyste. Quel était le point de vue de ce groupe ?

Laszlo Rajk : Je pourrais en quelques mots résumer l'essentiel en disant que c'est la négation et la désagrégation de tout ce qui est dans l'intérêt du mouvement révolutionnaire sur une base politique tout à fait dépourvue de principes.

A Gurs et, plus tard, au Venet, en tant qu'ancien combattant des brigades internationales, qui déployait une activité

trotskyste, je fus, à plusieurs reprises, convoqué par l'officier du 2^e bureau, service de renseignement français, qui me demanda des informations sur ce qui se passait dans le camp. En général et sur le plan international, les trotskystes, partout et toujours, collaborent étroitement avec la police. ■

(1) Unité de volontaires des Brigades internationales durant la guerre d'Espagne (1936-1939)
(2) En février 1939, Barcelone est prise par les milices franquistes appuyées par l'aviation allemande et les bataillons italiens. Des centaines de milliers d'Espagnols, de Catalans, de membres des Brigades passent les Pyrénées et seront emprisonnés par la police française dans des camps de concentration où ils sont exposés au typhus, au scorbut, à la malnutrition et aux humiliations multiples. Ce sont ces camps qu'évoque Laszlo Rajk : Gurs, Le Venet, Saint Cyprien.



Laszlo Rajk.

A paraître dans nos prochains numéros

● « Le printemps en octobre » :

Pologne, Hongrie, 1956

Après le prologue de l'insurrection ouvrière de Berlin-Est en 1953, la classe ouvrière en Pologne et en Hongrie se soulève contre le pouvoir de la bureaucratie staliniennne.

● La révolution allemande (1919-1923)

● Documents sur la révolution palestinienne

Depuis 1938, le combat de la IV^e Internationale pour un seul Etat laïque et démocratique en Palestine où puissent vivre à égalité toutes les composantes peuplant la région.